

Turbulences européennes



Alors que le dossier du Brexit revient au coeur des discussions et que les tensions restent vives avec la Turquie, Dov Zerah décrypte cette semaine les enjeux géopolitiques et diplomatiques pour l'Union européenne.

Avec Dov
Zerah

La semaine dernière, je concluais ma chronique sur « les plaques tectoniques du XXI^{ème} siècle » : « **l'Europe est en train de se réveiller avec une affirmation de l'axe franco-allemand** qui a affiché dernièrement ses ambitions au cours de la rencontre de Brégançon. Jusqu'à présent, les Allemands, tétanisés par la seconde guerre mondiale et plus particulièrement la Shoah, avançaient prudemment sur la scène internationale et évitent d'envoyer des troupes hors de leurs frontières. Trois facteurs les font bouger... Le jour d'après va peut-être voir **l'affirmation politique de l'Europe**. Cela nécessitera une Europe de la défense, une protection de nos économies sans pour autant remettre en place des frontières et une réorganisation institutionnelle du continent. »

En une semaine, cette perspective ne s'est pas concrétisée, voire a même été contrariée avec les derniers développements en mer Égée, la résurgence du BREXIT, la Biélorussie, l'opposant russe NAVALNY et le Proche Orient.

La guerre de Troie n'aura pas lieu avait proclamé et cru les protagonistes... Mais la guerre de Troie a fini par avoir lieu... En sera-t-il de même entre la Grèce et la Turquie ? Le premier se réarme en achetant notamment des Rafale. Le second continue les provocations. **L'expansionnisme d'ERDOGAN** met à mal l'unité européenne et démontre l'inefficacité, voire l'inutilité de l'Alliance atlantique.

La Turquie n'ayant jamais signé la convention des Nations Unies sur le droit de la mer, le navire sismique turc Oruç Reis protégé par des bâtiments militaires continue de prospecter dans les eaux territoriales chypriotes et grecques. Important la totalité de son gaz, la Turquie est à la recherche de cette ressource. Par ailleurs, ERDOGAN a besoin d'un bouc émissaire pour masquer ses déconvenues dans la gestion de la pandémie et les conséquences de la crise économique ; avant même le déclenchement de la pandémie, l'économie turque était en difficultés avec une diminution du PNB, une forte inflation, une devise en régulière dépréciation...

Pourtant, à l'exception de la France, les soutiens européens à la Grèce sont peu nombreux. Parallèlement, à l'exception de la France, peu de pays européens se sont préoccupés de l'arrivée des Turcs en Libye.

Dans le même temps, cette crise constitue une étape supplémentaire dans la fin de l'Alliance atlantique. Déstabilisée par le retrait militaire américain, l'Alliance est minée de l'intérieur par la Turquie quand elle achète des missiles à la Russie, « l'ennemi » qui avait justifié sa création dans les cinquante, ou qu'elle s'en prend à d'autres membres de l'Alliance.

Pourtant, les moyens à la disposition de l'Union sont divers et nombreux :

- Mettre fin à l'accord sur les migrants très rémunérateur pour Ankara

-
- Décider d'abandonner définitivement le processus d'adhésion. Mis à part un tout petit territoire et une petite partie historique lorsque les Turcs étaient aux portes de Vienne, la Turquie n'est pas européenne ni géographiquement, ni politiquement, ni culturellement...
 - Adopter des sanctions. Rappelons que la Turquie est le 6^{me} partenaire européen par ses exportations
 - Reconnaître le génocide arménien.

Encore faut-il en avoir la volonté et ne pas être tétanisé comme les Allemands par les six millions de Turcs installés sur leur territoire.

Et, revoilà le BREXIT ! Les négociations avec Londres sont une nouvelle fois entrées dans une zone de turbulences. Les discussions s'inscrivent dans un calendrier précis d'adoption de l'accord sur les futures relations entre l'Union et le Royaume-Uni pour le 15 octobre, de façon à avoir son entrée en application au 1^{er} janvier, eu égard des délais de ratification, date de la fin de la période de transition.

Alors que nous étions dans la dernière ligne droite, Boris JOHNSON menace de remettre en cause un des points cruciaux de l'accord d'octobre 2019, les conditions de fonctionnement des échanges entre l'Irlande et le Royaume-Uni via le nord de l'île. Au-delà de la gravité de la remise en cause d'une signature, la réouverture de ce point ne fera que compliquer la recherche de consensus sur des points tout aussi sensibles que la pêche ou le rôle de la Cour de justice de l'Union.

La tentation du « no deal » va être forte pour Boris JOHNSON après une gestion catastrophique de la pandémie et une situation économique pour le moins délicate. L'erreur d'évaluation au départ a entraîné un confinement exceptionnellement long. Sans qu'il soit possible de faire la part des choses entre la responsabilité de la pandémie et celle du BREXIT, le pays enregistre un recul de plus de 20 % de son PIB, le plus élevé d'Europe.

À un moment où les sondages laissent entendre que les Britanniques sont opposés au BREXIT, Boris JOHNSON prend des risques d'autant que les Écossais pourraient à nouveau revendiquer leur indépendance pour rester dans l'Europe. Alors que les plaques tectoniques bougent la désunion européenne constitue un des nombreux signes que l'Europe est en train de sortir de l'histoire.

L'Europe a du mal à faire entendre sa voix sur le continent tant en Biélorussie qu'en Russie. Bruxelles et les capitales européennes ne paraissent pas en mesure d'influencer la situation à Minsk pour trouver une sortie de crise. Seul « le grand frère » russe semble avoir l'oreille du président LOUKACHENKO. Dans le même temps, la tentative d'empoisonnement de l'opposant russe NAVALNY peut conduire à l'édition de nouvelles sanctions contre la Russie. Est-ce pour autant suffisant ? Les sanctions prises après l'annexion de la Crimée ou les interventions dans l'Est ukrainien n'ont pas fait bouger Poutine. L'Allemagne acceptera-t-elle de remettre en cause son projet de gazoduc avec la Russie ? L'assurance de cet approvisionnement entraînera automatiquement une dépendance !

L'Europe n'est pas actrice de l'actuelle redistribution des cartes au Proche Orient. Sous la houlette des États-Unis, Bahreïn vient de suivre l'exemple des Émirats arabes unis (EAU) en reconnaissant et nouant des relations avec l'État d'Israël sur la base d'un principe simple, la paix contre la paix, le respect contre le respect, l'économie contre l'économie... L'immobilisme européen peut entraîner des interférences négatives sur la négociation avec la Serbie au motif... qu'elle envisage de transférer son ambassade de Tel Aviv à Jérusalem. À force de ne pas bouger, les Européens apparaissent de plus en plus dépassés ; dans le même temps, Washington consolide ses alliances et imprime sa marque sur la péninsule tout en se retirant militairement. Ils sont loin les accords Sykes-Picot de 1916 lorsque le Royaume-Uni et la France se partageaient cette zone !

Demain, la Présidente de la Commission européenne va prononcer **son premier discours sur l'état de l'Union**. Elle pourra, à juste titre, mettre en avant les succès européens dans la lutte contre la crise économique avec le plan de relance et les interventions de la Banque centrale européenne (BCE). En revanche, elle ne pourra avancer aucun succès européen en matière de positionnement géopolitique.

Un des signes d'une affirmation européenne serait la présentation **d'une politique commune en matière de migrants**. Après l'incendie du camp de Moria sur l'île de Lesbos, il est grand temps d'arrêter de s'en remettre à ERDOGAN pour qu'il contrôle les mouvements de personnes à notre place. Notre indépendance exige que nous assumions nos responsabilités !